



Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement d'installations électriques de type radars urbains sur le mobilier urbain entre Montpellier Méditerranée Métropole et le ministère de l'Intérieur - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'observatoire métropolitain de l'accidentalité révèle un nombre important d'accidents mortels avec un taux moyen de tués par million d'habitants supérieur à la moyenne nationale. En effet, entre 2016 et 2020 :

- 1895 accidents sont survenus dont 4 % ont été mortels ;
- 79 personnes sont mortes sur les routes de la métropole ;
- 2423 personnes ont été blessées dans un accident corporel de la circulation.

De surcroît, le coût de l'insécurité routière sur le territoire Montpellier Méditerranée Métropole est estimé à 676 000 000 € sur cette période soit 135 millions d'euros par an.

Compte tenu des chiffres élevés de l'accidentalité sur le territoire, l'État a proposé à Montpellier Méditerranée Métropole un partenariat dans le cadre du déploiement des radars automatiques sur l'ensemble de son territoire, désigné comme site expérimental. L'État a sollicité un partenariat avec la collectivité afin de construire cette expérimentation qui a pour objectif de protéger un périmètre. En effet, l'expérimentation porte sur le matériel, la technique, le déploiement massif en zone urbaine et la décentralisation du choix des sites qui sont proposés par les services décentralisés de l'État et la Métropole.

Cette expérimentation consiste à déployer une cinquantaine de nouveaux sites de contrôles sur l'ensemble de la Métropole, avec un principe de radars leurres. L'implantation de cabines pour accueillir les radars rendra le contrôle effectif pour 1 cabine sur 5 avec l'organisation d'un roulement.

Ces radars expérimentaux par leur technologie verbaliseront dans un premier temps les infractions de franchissement de feux et de vitesses excessives. A terme, ils pourraient évoluer et sanctionner l'usage du téléphone au volant, le franchissement de lignes blanches ou de sas vélo par exemple. Ces radars seront signalés par des panneaux en amont. Une phase test prévoit d'éprouver ces dispositifs avant qu'ils ne soient homologués pour verbaliser les contrevenants. Pour assurer une répartition sur l'ensemble du territoire de la Métropole, il a été proposé l'implantation d'au moins un radar par commune, les autres dispositifs devant être répartis sur la Commune de Montpellier.

Les critères d'implantation de ces radars sont issus de l'observatoire de l'accidentalité routière de la Métropole, qui met en avant un palmarès des axes et des carrefours les plus accidentogènes. Le niveau d'insécurité de ces axes est corrélé aux résultats de mesures de vitesses enregistrées. Aussi, l'accidentalité peut être croisée avec les enjeux de concentration de déplacements d'usagers et notamment vulnérables (piéton, vélos et deux roues motorisés). Dans un premier temps, certains sites ont été écartés comme les voies limitées à 30 km/h, les zones inscrites dans des programmes lourds de réaménagement ainsi que les carrefours à feux accueillant un tramway.

En collaboration avec les Pôles Territoriaux, l'ensemble des communes membres de la Métropole a été concerté pour déterminer la localisation des points de contrôle. L'ensemble du dispositif a été présenté en 2019 en Conférence des Maires et en réunion des Directeurs Généraux des Services (DGS). La localisation de 110 points potentiels a ainsi été validée afin d'engager les études techniques de faisabilité pour chaque site, lancées par les services de l'État avec la collaboration des services de la Métropole.

Néanmoins, les retards induits par la crise sanitaire, et des contraintes techniques fortes ont retardé cette expérimentation. Puis l'État a souhaité focaliser l'expérimentation sur l'utilisation du mobilier urbain existant et certains sites ont été écartés pour des raisons de sécurité, de problématique d'intervention, ou encore de nouvelle limitation à 30 km/h.

A ce jour, le programme de cette expérimentation pour 2022 prévoit l'implantation de 15 radars : 8 sur la Commune de Montpellier, 1 à Castries, 1 à Lattes, 2 à Lavérune, 2 à Saint Jean de Védas, 1 à Villeneuve-lès-Maguelone.

Il est donc proposé une convention définissant les modalités relatives à la mise en place des équipements de type radars urbains sur du mobilier urbain appartenant à la Métropole par la Délégation à la Sécurité Routière (DSR) du ministère de l'Intérieur et de déterminer les obligations de chacune des parties. Les mobiliers urbains concernés sont les suivants : candélabres, poteaux, et tout matériel, relevant de la propriété et de la gestion de la Métropole éligible, si les études techniques préliminaires valident cette option (positionnement, intégration dans l'environnement, qualité du support, visibilité, ...).

Ainsi, la signature de la convention d'autorisation d'implantation et de raccordement d'installations électriques de type radar sur le mobilier urbain permettra de valider la mise en œuvre des radars sur le territoire de la Métropole. L'installation de ces équipements serait effective avant la rentrée de septembre.

Enfin, une évaluation de l'expérimentation a été définie. Elle portera sur des indicateurs de mesure de l'effet sensible du dispositif sur la sécurité routière : apaisement des vitesses, baisse de l'accidentalité, respect du Code de la route notamment pour les priorités piétonnes, la vitesse et les franchissements de feux. Cette évaluation permettra de valider l'objectif de sécurisation du périmètre. En parallèle, les évaluations techniques du matériel permettront de réglementer le dispositif et de verbaliser les contrevenants au Code de la route.

La DSR prendra à sa charge tous les coûts directs et indirects liés à cette opération, comme ceux liés à des dégradations éventuelles (refacturation des coûts des travaux pris en charge par la Métropole). L'ensemble des travaux et prestations réalisés seront sous la responsabilité de la DSR, sauf prescriptions contraires et éventuels travaux préalables à l'installation du radar gérés par la Métropole.

L'État rétrocèdera une partie du produit des amendes de police relatives à la circulation routière en proportion des amendes dressées sur son territoire (L.2334-24 du Code général des collectivités territoriales). Aussi réglementairement, ces recettes seront réaffectées au financement d'opérations de transport en commun (sécurité des usagers, aménagement de voirie, équipement d'information, etc.) et de circulation routière (étude et mise en œuvre de plans de circulation, parc de stationnement, aménagements de carrefours, et autres aménagements de sécurité routière).

La convention est conclue pour une durée de 5 ans, renouvelable par tacite reconduction, pour la même durée, sous réserve d'une dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée au plus tard 6 mois avant l'échéance de la convention, sauf accord exprès des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre la délégation à la sécurité routière et Montpellier méditerranée Métropole pour l'implantation de radars urbains sur le mobilier urbain métropolitain ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-178468-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement d'installations électriques de type radars urbains sur le mobilier urbain

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.